

Angers, jeudi 7 juin 2012

Chères et chers amiEs,

Vous nous avez fait parvenir le courrier suivant, ce dont nous vous remercions :

A l'attention de Jean-Luc Godet, Danièle Duchemin, Joël Goarin, Lola Duveau, Guénaël Sanceau, Marie-Emilie Vel, Benjamin Letang

Mesdames, Messieurs,

Les thématiques énergétiques occuperont une place centrale dans les prochains débats. Elles engagent l'avenir de notre pays, et ses forces vives tant au niveau national par rapport aux questions d'indépendance énergétique, que sur nos territoires où élus et citoyens sont appelés à se réappropriier ces questions pour engager la nécessaire transition et valoriser les ressources locales.

L'association Alisée est membre du réseau CLER, association regroupant 200 professionnels (entreprises, associations, collectivités locales...) représentant plus de 10000 citoyens répartis sur tout le territoire français, et nous sommes, à ce titre, heureux de vous adresser nos 10 propositions pour la transition énergétique.

Il s'agit d'un document synthétique, avec des mesures concrètes, opérationnelles et pérennes qui doivent permettre de lancer une nouvelle dynamique nationale et territoriale favorable à l'emploi, la prospérité et au confort de l'ensemble des citoyens.

Les mesures proposées ouvrent de nombreuses opportunités à saisir pour nos circonscriptions et nos collectivités locales. Elles anticipent les réformes que la France devra inévitablement mener au cours des prochaines années notamment dans le cadre de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, principales causes du réchauffement climatique.

La transition énergétique qui a déjà porté ses fruits dans bon nombre de territoires français et européens permettra, outre la création de quelques 600 000 emplois d'ici 2020[1], de renforcer les tissus économiques locaux, avec des retombées vertueuses en matière de développement des PME, d'innovation et de démocratie locale.

La transition énergétique : c'est dès maintenant une occasion inédite de valoriser notre bassin de vie grâce à des projets concrets.

Nous sommes à votre disposition pour commenter et préciser ces propositions et échanger avec vous sur cette importante thématique.

Nous espérons, qu'elles trouveront un écho favorable dans votre action et celle de votre parti aussi bien au niveau national que local.

En guise d'illustration, vous trouverez par ailleurs dans le dernier numéro des Échos d'Alisée un certain nombre d'exemples de projets et de scénarios développés à l'échelle locale ou nationale pour la transition énergétique.

Dans cette attente, veuillez agréer, Mesdames et Messieurs, nos plus sincères salutations.

Denis Larrazet, président et l'ensemble du conseil d'administration d'Alisée

[1] Grenelle de l'Environnement, rapport d'études de 2009 du Boston Consulting Group

Comme vous le savez, le NPA s'est prononcé pour une transition énergétique radicale, pour sortir rapidement du nucléaire (en dix ans) et des énergies fossiles. Il y a en effet urgence à développer massivement les énergies renouvelables, à réduire drastiquement le gaspillage énergétique, à rationaliser les échanges et les transports.

L'urgence climatique comme le potentiel insupportable de danger du nucléaire nécessiteraient que les classes dominantes se saisissent vraiment de ces problèmes et agissent concrètement. Cependant, les échecs de Copenhague et de Cancun ont déjà montré que les divers États bourgeois ont, avec la « globalisation », perdu toute capacité à jouer le rôle de régulateur, de verres correcteurs pour le système myope qu'est le capitalisme. Car un capitaliste individuel ne vise qu'au profit à courte vue, d'autant plus qu'il est placé en concurrence avec d'autres capitalistes ayant les mêmes préoccupations. Comme le marchand de canons de la chanson de Boris Vian, il est poussé à continuer son petit commerce, quitte à ce que celui-ci conduise à la catastrophe absolue.

Pour autant, les dirigeants politiques de la bourgeoisie ne sont pas avares de discours enjôleurs et démagogiques sur la question. Lors du Grenelle de l'environnement, l'ex-président des riches a su habilement manipuler maintes associations écologistes en leur vendant du « capitalisme vert » contre le maintien et la relance du nucléaire (alors même que la part de la recherche consacrée au nucléaire est –de fait– une part retirée à la recherche sur les énergies renouvelables). L'an passé, le même N. Sarkozy déclarait au Japon (après Fukushima !) que « *l'énergie nucléaire reste une source d'énergie viable et le monde a besoin de cette énergie pour réduire les émissions de dioxyde de carbone* ». Or, le nucléaire ne peut même pas prétendre à l'innocuité du point de vue des gaz à effet de serre compte tenu de l'énergie requise par l'extraction, le transport et les déchets des combustibles. Quant à la « viabilité » du nucléaire, les habitants du Niger victimes des agissements d'AREVA, les travailleurs précaires irradiés du nucléaire ou les victimes de Tchernobyl et de Fukushima préféreraient sans doute qu'elle soit la leur...

Cette question de la sortie du nucléaire différencie les organisations qui assument un profil anti-productiviste et écologiste de celles dont ce n'est pas le projet. La convergence pour la sortie du nucléaire existe tout autant que la

convergence pour la sortie des énergies carbonées. Elles sont indissociables du point de vue de l'unité des mobilisations et des acteurs, comme du point de vue de la cohérence d'une transition énergétique qui remette en cause la logique de profit et de surconsommation infinie, incompatible avec les exigences environnementales et sociales. En ce qui concerne les modalités d'actions pour ce changement, nous sommes évidemment très favorables à une campagne politique unitaire, associant partis et associations, afin d'imposer une transition énergétique juste socialement et durablement écologiquement. C'est dans cette optique que nous considérons vos propositions avec intérêt, sans vous cacher, cependant, que nous avons avec elles de nombreuses divergences.

Dès l'introduction, vous prétendez que vos propositions pour la transition énergétique entendent « *respecter le cadre social, économique et environnemental* », c'est-à-dire le capitalisme. Nous sommes évidemment favorables à des mesures transitoires dans ce cadre. Beaucoup des mesures que vous exposez pour favoriser le solaire, l'éolien, les économies d'énergie, recueillent notre assentiment. Cependant, permettez-nous de douter qu'elles soient pleinement efficaces dans le cadre marchand où elles s'insèrent. Vous reconnaissez vous-mêmes que la France « *peine à s'engager dans la transition énergétique* ». Mais nous n'avons pas l'impression que les pays européens « vertueux », comme l'Allemagne, aient réduit de façon aussi considérable leurs émissions de CO₂. Nous n'avons pas eu non plus l'impression que le trafic routier et la valse incessante des camions (liée au mode d'organisation actuel du capitalisme) aient significativement diminué en Europe depuis le Grenelle de l'environnement. Curieusement d'ailleurs, c'est un sujet que –comme le nucléaire– vous n'abordez quasiment pas dans votre document, hormis par la fugace évocation d'une taxe poids lourds (p.5). Or, le transport est le secteur d'activités qui produit le plus de gaz à effet de serre. (25 à 30% des émissions de CO₂ dans les pays développés, et cette part tend à augmenter). Enfin, vous semblez vanter les « *quotas de CO₂* » à mettre « *aux enchères* » (p.5). Pour nous, ces quotas sont avant tout des droits à polluer et nous y sommes fermement opposés.

Votre deuxième proposition consiste à réserver aux institutions sub-étatiques que sont les Régions la gestion de l'électricité et du gaz, sans que vous précisiez dans votre document comment vous comptez établir des « *mécanismes de péréquation financière* » entre régions riches et régions pauvres. Pour notre part, nous sommes pour un monopole public –national, européen, voire mondial– de l'énergie sous contrôle des salariéEs et de la population (et non de l'État), car nous pensons que la question de l'énergie et du réchauffement climatique est un problème qui se pose à une échelle globale et non d'une région (même s'il faut évidemment décentraliser la gestion des grandes orientations énergétiques aux divers niveaux locaux). Ce contrôle, nous le voulons démocratique. C'est-à-dire que nous pensons que c'est à la population de décider des grandes orientations de ce secteur énergétique. À cet égard, nous sommes un peu surpris que pour vous la démocratie consiste à assurer « *l'adhésion des citoyens* » à la « *volonté politique* » et « *la qualité et la neutralité de l'information* ». Si EDF a dans le passé et encore aujourd'hui beaucoup péché par son absence de transparence et ses informations frelatées, il nous semble en revanche illusoire de croire à l'information « *neutre* ». L'information –même « scientifique » – doit avant tout pouvoir être contradictoire afin de donner lieu à débat. Et de ce débat doit pouvoir émerger une décision, à l'inverse de ces pseudo-débats où des experts au sommet expliquent aux ignorants de base à quelles idées ils doivent adhérer.

Nous sommes bien évidemment ouverts au débat sur le reste de vos propositions, que nous jugeons intéressantes et que, pour beaucoup, nous soutenons en tant que mesures « transitoires » dans une société marchande. Oui, il faut former les étudiantEs aux questions de l'énergie. Oui, il faut un plan de rénovation des équipements et de l'habitat, en particulier pour celui des ménages modestes (dans ce cas, la collectivité doit prendre en charge cette rénovation). Oui, il faut éradiquer la précarité énergétique. Mais l'ampleur de la révolution énergétique à accomplir est telle qu'il faudra bien plus que ces quelques mesures nécessaires. Par exemple, c'est toute l'organisation de la production industrielle, les flux tendus et la circulation des marchandises, qu'il faut revoir. Nous réaffirmons que, pour éviter la catastrophe environnementale qui menace, il faut rompre radicalement avec le productivisme irresponsable qui est le ressort du capitalisme. Il faut rompre avec la « croissance » telle qu'elle définit aujourd'hui de façon économiste, au détriment des générations futures. Et il faut absolument répartir les richesses pour permettre cette rupture. Comme le déclare R.-M. Bonnet, « *un vaisseau spatial autonome comme la Terre ne peut pas fonctionner sans l'égalité entre ses passagers* ». ¹ Nos vies, et la nature avec laquelle le développement humain doit s'organiser, valent plus que leurs profits !

Bien cordialement,
Les candidatEs angevins du NPA :
- 1^e circonscription : **Jean-Luc Godet** - 2^e circonscription : **Danièle Duchemin** - 5^e circonscription : **Guénaël Sancéau**
- 3^e circonscription : **Joël Goarin** - 6^e circonscription : **Marie-Émilie Vel**
- 4^e circonscription : **Lola Dureau** - 7^e circonscription : **Benjamin Létang**

¹ in *Ciel et Espace*, N°499 (mars 2009), p.12.